

Social/Élections européennes

JACKY HÉNIN RENCONTRE LES SYNDICALISTES DU CALAISIS "LES DÉGÂTS CAUSÉS PAR LE LIBÉRALISME SONT ÉNORMES !"

LE débat avec des syndicalistes s'est déroulé en présence de Jacky Hénin, tête de liste du Front de gauche, Laurence Sauvage et Roland Delattre, représentant le Parti de la Gauche, de Claude Vanzavelberg et de Bertrand Péricaud. La contre-offensive des salariés s'appuie sur des revendications fondamentales qui recouvrent l'ensemble des préoccupations d'aujourd'hui, emploi, pouvoir d'achat, droits sociaux, retraites, salaires, conditions de travail, code du travail... Chez les territoriaux, par exemple, aucun concours n'est offert pour les catégories "C" car il n'y a pas de poste correspondant par le Centre de gestion.

Pour Jacky Hénin : "Brader, c'est vendre à bas prix ! On vend ou on externalise les services publics, autrement dit le transfert au privé. Le désengagement au profit du privé a évidemment des conséquences désastreuses dans la vie quotidienne des citoyens, qui se voient refuser l'accès à des services essentiels. Car la notion de service public n'existe pas dans l'Europe actuelle. L'avenir des services publics est une question centrale de l'alternative au libéralisme. On ne peut pas prétendre mettre l'économie au service du social sans remettre en cause les dégâts causés par les tenants du

libéralisme. Dans notre région, les élus communistes ont pris les devants en mettant tout cela sur la place publique. L'Europe a été construite dans un seul sens, le libéralisme, faire une Europe sociale dépend de nous tous."

Santé

L'Hôpital public est en danger : Christian Boulanger et José Perpérot, les syndicalistes de la CGT, soulignent un état catastrophique pour tous les hôpitaux, sans exception, du Nord-Pas-de-Calais et au-delà de toute la France. Et pourtant, des velléités des tutelles voudraient opposer des établissements entre eux et mettre des niveaux de concurrence entre les structures, ce qui est une totale aberration alors que le secteur privé s'organise de plus belle et s'insère là où le public lui laisse, par la politique établie au niveau gouvernemental, toute latitude pour cela. À Calais, la vitalité de l'organisation syndicale dans les aspects fondamentaux comme dans la conception du rôle du syndiqué, du militant et de l'élu est reconnue par l'ensemble des personnels.

L'emploi, la formation, les salaires, la reconnaissance des qualifications, les conditions de travail, le service public restent les préoccupations convergentes des professionnels de santé, toutes catégories confon-

dues. Les contraintes budgétaires imposées ne peuvent que conduire au démantèlement de l'offre médico-sociale, sociale et sanitaire. Notre région demeure à la traîne ; notre région va mal, il est plus qu'urgent d'y remédier. Les départs à la retraite sont remplacés à minima ; on assiste à la fermeture des hôpitaux de proximité et le système de prévention n'a jamais été mis en place par manque de personnel. C'est la privatisation rampante. Les suppressions des postes de travail ne se comptent plus.

Longuenesse

Surpopulation, insalubrité, liste d'attente au parloir, ces mots reviennent sans cesse dans les interventions des délégués syndicaux CGT. Pascal Marié, syndicaliste à Longuenesse, tient pour responsables les pouvoirs publics de la dégradation de la situation dans les prisons.

Il faut considérer la question de la sécurité des personnels comme une immense question de société qui appelle des mesures immédiates et, indissociablement, des réponses globales qui s'attaquent aux causes du mal. Car l'insécurité n'est pas un phénomène à part de la situation politique et sociale. À Longuenesse, les conditions de travail se dégradent de jour en jour. Il faut dire que la

surpopulation carcérale est à 200% ; les détenus sont trois par cellule, dans 9 mètres carrés. Où est la dignité ? Le respect de l'être humain ?

École

Le gouvernement actuel veut céder les biens de la Nation aux appétits financiers et tout marchandiser. L'École est vue sous ce prisme. La bataille des enseignants a pour but de refuser les contraintes budgétaires imposées qui ne peuvent que conduire à un nivellement par le bas. Plus de 700 postes vont être supprimés à la rentrée prochaine dans l'Académie de Lille. Aucune zone géographique n'est épargnée. Sous couvert d'individualisation des parcours, c'est une école à plusieurs vitesses qui est organisée. Pour certains élèves, la découverte professionnelle et un entretien individuel d'orientation dès la quatrième visent à préparer des sorties précoces du système scolaire. Pour d'autres, seront réservés la possibilité de déroger à la carte scolaire ou le développement des bourses au mérite. Ces mesures vont à l'encontre d'une politique de mixité sociale. C'est une éducation à plusieurs vitesses. La baisse démographique pour planifier les fermetures de classes est injustifiée. La logique comptable n'a pas de raison d'être

dans l'Éducation nationale. Les représentants du SNES, de l'Unsa Éducation sont catégoriques sur ce dossier. L'école maternelle est attaquée de toutes parts. Quant aux enseignants du RASED, 57 postes sont supprimés pour le département.

SNCF

Attaque contre les services publics, incitation à l'allongement de la durée du travail, flexibilisation, encouragement à la régression sociale, les cheminots du Calais refusent le diktat actuel. Xavier Wattebled, syndicaliste à Calais, a pointé du doigt la prise en otage des usagers et la libéralisation du service voyageurs à compter du 1^{er} janvier 2010. La SNCF va mettre le paquet là où il y a de l'argent à gagner comme les lignes TGV et laisser tomber les lignes secondaires. Les collectivités territoriales n'auront qu'à prendre le relais. Les prestataires de services vont prendre de plus en plus d'importance. C'est l'abandon de plus en plus acérée de la notion de service public, ce dossier suscite les vives critiques des syndicalistes et les inquiétudes pour l'avenir proche. Le gouvernement prend comme prétextes les régimes spéciaux de retraite pour mieux s'attaquer au régime général et s'en prendre à toutes les catégories de salariés.

P.P.

A BEURAINVILLE : DEVANT 130 PERSONNES JACKY HÉNIN, CANDIDAT DU FRONT DE GAUCHE, DÉBAT DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

"NOUS AVONS BESOIN D'UNE EUROPE SOCIALE"

BEAURAINVILLE et son maire font bien les choses et, en ce qui concerne les élections européennes du 7 juin, la population locale et des alentours était invitée pour une rencontre-débat avec Jacky Hénin, candidat du Front de gauche pour la circonscription Nord-ouest. Député sortant, ce dernier après avoir été présenté par Jean Lecomte avec comme principale caractéristique d'être le «candidat du monde du travail», a répondu point par point aux nombreuses interrogations sur la notion même d'Europe alors qu'en mai 2005, le Pas-de-Calais avait rejeté à près de 70% le traité libéral de constitution européenne. Dans le canton, ce sont 57% des voix qui se sont reportées sur le Non et à Beaurainville, 59%... Combattre le libéralisme, c'est une bataille de longue haleine et ce n'est pas une simple posture en vue des prochaines élections. L'assistance nombreuse, plus de 130 personnes, qui a répondu à l'invitation a suivi avec beaucoup d'intérêt le débat. Les applaudissements nourris le confirment.

Reliant le climat social dans ce secteur, mis à mal, par la perte des centaines d'emplois, notamment, à l'International Paper à Maresquel, le candidat du Front de gauche a souligné le danger des délocalisations qui tuent l'emploi. Cette crise

n'est pas prête de s'arrêter et malgré cela tout est fait pour le système financier. Les inégalités sont de plus en plus fortes. Les banques n'aident pas à l'exportation pour les matériels produits par l'entreprise Hardi-Evrard, ce



constat dressé par un syndicaliste de l'entreprise en est une parfaite illustration. Renforcer le pouvoir d'achat et les services publics, ces thèmes sont des plus importants à l'heure actuelle.

Comment convaincre les citoyens d'être les acteurs de ces élections ? D'abord en allant voter et, puis Jacky Hénin l'a démontré avec des exemples frappants, de voter pour

un candidat qui défend les valeurs sociales du pays. Le Parlement européen a fait faire, récemment, un sondage sur les priorités des peuples à travers les 27 pays qui composent l'Union européenne. Eh ! Bien, en tête arrivent quatre

priorités, l'Emploi, le Pouvoir d'achat, la Santé, l'Education, et l'Europe actuelle ne s'occupe que du marché intérieur et range au placard les principales revendications des populations. Dans ce contexte, ce n'est pas étonnant que l'Europe paraît éloignée des Français mais en fait elle nous concerne au quotidien. Il faut un salaire minimum euro-

péen, pour ne pas diviser les salariés, un droit à la santé, pour refuser toute idée de santé à deux vitesses : tout cela fut débattu, à la «Petite Ferme» de Beaurainville. Les questions de l'assistance concernaient également la crise actuelle, le rôle exact du Parlement européen, le sens du combat du Front de gauche, la directive des services, les règles, etc.

Jean Lecomte, le maire de Beaurainville, a constaté, avec l'assistance, combien l'intérêt des citoyens est réel alors que tout est fait pour ne pas parler sur le fond de ces élections européennes qui se tiennent dans quelques semaines. Les grands médias les ignorent.

Pertinence du travail parlementaire

Le travail du parlementaire européen est ardu mais avec pertinence les députés de la gauche, celle qui est aux côtés des salariés, tels Jacky Hénin ou Francis Wurtz, ont pu mettre au grand jour les dangers de la libéralisation des services, celle qui permettrait d'avoir un statut non pas du pays où s'effectue le travail mais du pays d'origine ou bien encore la directive du temps de travail. Dans ces deux cas, Jacky Hénin a voté contre et

ces deux textes ont été revus voire abandonnés.

La directive dite «Bolkenstein» a été rejetée et le temps de travail, initialement, porté à 65 heures a été ramené en Europe à 48 heures avec les dispositifs en cours dans chaque pays, soit les 35 heures pour notre pays.

Le rôle du député européen s'inscrit dans la durée ; en demandant le soutien des électorales et des électeurs du Pas-de-Calais, le Front de gauche veut continuer une pratique volontaire qui consiste à mettre l'homme au centre des préoccupations de l'Europe et non pas d'être un instrument au service du grand patronat et du monde des affaires. La notion de concurrence qui ne peut être faussée en est le moyen, ce n'est pas admissible.

Hervé Poly, au nom de la Fédération, a tenu à remercier l'assistance pour ce débat.

Durant plus d'une heure de tour d'horloge, Jacky Hénin, en porteur d'espoir, a, donc débattu de cette Europe, une Europe qui doit être au plus près des populations. Jean Lecomte, avant le pot de l'amitié, a invité toute l'assistance à voter pour Jacky Hénin, à lui faire entière confiance pour poursuivre son travail d'élu à Bruxelles.

P.P.